

DE RETOUR AU MALI

La peur au ventre

François-Xavier Jacques, doyen de Verviers et ancien président du conseil d'administration de *L'appel*, revient du Mali, un pays qu'il connaît bien pour y avoir travaillé plusieurs années. Un pays qui panse les plaies du dernier coup d'état en mars 2012 et de la montée des mouvements islamistes. Témoignage.



© Magazine L'appel - François-Xavier Jacques

AUJOURD'HUI.

La paix est revenue mais la peur demeure.

Après avoir vécu et travaillé cinq ans au Mali, j'y étais en voyage en 2012 au début des troubles dans le désert, lors de la prise des premières villes par les Touaregs. Dans l'avion de retour, j'imaginai alors bien peu ce qui allait suivre : le coup d'état par une partie de l'armée et l'entrée en action

des mouvements islamistes. Deux ans après, mis à part dans l'extrême nord, le pays est pacifié et j'y suis retourné fin janvier. Je voyageais avec un ami et partais avec beaucoup de questions. Qu'allons-nous trouver ? Qui allons-nous retrouver ? Qu'ont-ils vécu ? Et aujourd'hui, comment vivent-ils ?

À PLEIN RÉGIME

Nous arrivons à Bamako de nuit. Nous prenons un taxi et arrivons à la maison d'accueil sans problème. Toutes les personnes que nous rencontrons sont rassurantes. « *Le pays est sécurisé.* » La vie économique semble tourner à plein régime.

On construit partout. En centre-ville, des bâtiments ont été abattus et sont remplacés par des immeubles. Dans la périphérie, ce sont des quartiers entiers qui surgissent. Pas des bidonvilles sauvages mais des lotissements équipés. Quelqu'un nous expliquera. Durant toute la période troublée, surtout pendant l'état d'urgence, les gens ont eu peur, ils vivaient enfermés. Le soir, personne dans les rues. Ni fête, ni rassemblements. Ce n'est pas leur manière de vivre. Maintenant, la population se rattrape. La vie explose.

Après Bamako, la région de Kayes, à 600 km au nord-ouest, à proximité des frontières sénégalaise et mauritanienne. Nous sommes loin des zones troublées. Sur les routes, pas de contrôles particuliers. On nous raconte : « Lors du coup d'état et du blocus économique, la vie a été très dure. Plus rien ne fonctionnait. Mais les islamistes n'ont pas menacé la région. La population, qui ne s'est jamais sentie menacée, a respecté les mesures de sécurité par solidarité avec l'ensemble du pays. »

SOUS CONTRÔLE DISCRET

Retour à Bamako. Nous sommes en bordure du désert, au sud de la zone rouge. Parmi la population, un certain nombre de Touaregs. Même si elle est très discrète, l'armée est présente. Nous passons le week-end à Bamako et y circulons à pied et en taxi. Aux carrefours importants, la police est présente, pour la circulation. À aucun moment, nous ne sentons un climat de peur ou de méfiance. Pas une fois, nous ne sommes interpellés ou contrôlés. Aujourd'hui, la ville vit en paix, sans doute sous contrôle discret. Mais des personnes nous disent qu'elles ont eu très peur. Lors du coup d'état, l'armée s'est divisée et les militaires se sont battus entre eux. Les morts ont été nombreux. Effrayée, la population n'osait plus sortir. « Nous n'avions jamais entendu cela. On n'a jamais connu la guerre. Ça tirait dans les rues. On se demandait ce qui allait nous arriver. »

Nous nous rendons ensuite à Mopti, à la limite de la zone troublée. Ici aussi, spontanément, sans qu'on doive les mettre sur le sujet, les gens racontent. À Sévaré, la ville nouvelle sur la route Bamako-Gao, ils ont assisté aux défilés des armées. D'abord l'armée malienne venant du désert et fuyant devant les Touaregs et les islamistes. Ensuite, l'armée française se dirigeant vers le désert, avec des hélicoptères dominant la ville. Nous entendons à nouveau : « On n'avait jamais connu cela. » Tant que les combats se sont limités au désert, la population se demandait ce qui allait arriver. Mais lorsque

les islamistes ont franchi le fleuve Niger et se sont approchés de Sévaré et Mopti, ça a été la panique. Les gens ont fui la ville. Les amputations, lapidations, destructions des mausolées de Tombouctou faisaient craindre le pire. L'intervention de l'armée française leur a permis de rentrer rapidement. Depuis, en reconnaissance, « François Hollande » est devenu un prénom courant.

LA GUERRE CIVILE ÉVITÉE DE PEU

Si la France n'était pas intervenue, que se serait-il passé ? Tous ceux que nous rencontrons sont formels : « Les islamistes seraient arrivés à Bamako. Il n'y avait personne pour les arrêter. Et après ? Les avis divergent. « Ils auraient trouvé des adeptes pour réorganiser le pays », disent les uns. Pour d'autres, « Cela aurait été l'anarchie ». « Une partie de la population les aurait rejoints, l'autre se serait opposée et c'était la guerre civile », avancent certains.

Nous n'allons pas vers le désert et ne rencontrons personne qui y était lors des événements. Pour eux, nous dit-on, ça a été bien plus que de la peur : le pillage et la destruction de leurs biens, la fuite, la souffrance, la mort. Ils se sont réfugiés dans leurs familles au sud ou dans des camps à l'étranger. Aujourd'hui, pour ne pas vivre au crochet de leurs proches, certains rentrent chez eux et la vie commence à se réorganiser.

Un an après l'intervention de la France, au sud du désert, la paix est revenue mais la peur demeure. Peur d'attentats. Peur d'incursions d'islamistes auxquels pourrait se rallier une petite partie de la population. Régulièrement, on nous dit : « Cet islam des radicaux, ce n'est pas notre islam. Leur violence, ce n'est pas ce qu'on nous a enseigné. Nous ne voulons pas de cela, nous ne voulons pas d'eux. Mais ils ont des moyens et ils attirent des aventuriers et profiteurs de toutes sortes. Ils ont des adeptes. Il n'y aura sans doute plus d'actions de grande ampleur, mais nous craignons des actions isolées. »

Cette peur est-elle fondée ? Comme le dira un Européen : « C'est leur pays. Ils voient peut-être des choses que nous ne voyons pas. » Pour que la crainte disparaisse, il faudrait sans doute que les troubles cessent dans le désert. Est-ce pour demain ?

François Xavier JACQUES

Le témoignage intégral de François-Xavier Jacques est à lire sur le site internet www.magazine-appel.be dans la rubrique « Les + de L'appel »

FAITS



DÉMISSION. Franz-Peter Tebartz-van Elst, le dépensier « évêque de luxe » du diocèse de Limbourg (Allemagne) a démissionné fin mars. Selon le Vatican, la situation existant dans le diocèse empêchait l'exercice fécond de son ministère.



PROCÈS. La Chambre du Conseil du Parquet de Bruxelles renvoie en correctionnelle deux ASBL liées au mouvement de la Scientologie et dix de leurs membres. Pour le parquet fédéral, cette Église est une organisation criminelle. Les suspects seront notamment poursuivis pour escroquerie, pratique illégale de la médecine et non-respect de la législation sur la protection de la vie privée.

CONCILE ORTHODOXE.

Réunis en mars à Istanbul, les primats des Églises orthodoxes ont annoncé la tenue d'un concile en 2015. Il était attendu depuis cinquante ans.



COLLABORATIONS. En mars, le Conseil Œcuménique des Églises a reçu des représentants du Conseil juif mondial à l'occasion de la réouverture à Genève du bureau juif du COE auprès de l'ONU et des organisations internationales. Les deux Conseils souhaitent collaborer sur les questions de paix et de justice.



ARGENTIN AUSSI. Angel Fernandez Artime est devenu le dixième successeur de Don Bosco à la tête des salésiens. Il en était le provincial d'Argentine du Sud depuis 2009 et a bien connu le pape François comme archevêque de Buenos Aires.

RECHERCHE. L'aumônerie catholique des prisons lance un appel à candidature en vue de postes d'aumôniers, rémunérés et bénévoles, à temps partiel, pour les prisons de la province de Liège.

evangile.vie@evechedeliege.be